



> Sommaire

Katanga

Des richesses minières convoitées

3 questions à

Jacques Godfrain

Ancien ministre délégué, chargé de la coopération

Point de vue

La lutte contre la faim

Océan indien

Sous le feu des projecteurs

Télégrammes

Agenda, Livres

LES CAHIERS DE
L'AFRIQUE

REVUE D'ÉTUDE ET DE RÉFLEXION SUR LE MONDE AFRICAIN

Grands Lacs

LA POUDRIÈRE DU KIVU

Revue trimestrielle
d'étude et de réflexion
sur le monde africain
www.lescahiersde.lafrique.fr

Afrique du sud



Le challenge de Jacob Zuma

Le parti historique de l'ANC a donc remporté une large victoire aux élections générales (66% des voix) et le nouveau président Jacob Zuma intronisé le 6 mai doit faire face à de nombreux défis. Tout d'abord, concilier les impératifs budgétaires d'un pays touché par la crise mondiale avec de graves déficits sociaux; la première économie d'Afrique affiche, en effet, le paradoxe de compter la moitié de sa population en dessous du seuil de pauvreté et près de 40% de chômage. Par ailleurs, la victoire n'est pas totale et le nouveau chef d'état va devoir convaincre des élites, rendues méfiantes par ses récents déboires judiciaires, de l'accompagner et le soutenir dans ses efforts de redressement du pays.

Contrairement à son prédécesseur, Thabo Mbeki, très présent sur la scène internationale africaine, le nouveau président devrait s'occuper davantage des questions de politique intérieure. Le premier enjeu est là, tenir les promesses économiques et sociales et assumer la difficile mission de relancer une économie aux portes de la récession.

**E
D
I
T
O**

L'Afrique après le G 20

Le FMI va disposer de dotations lui permettant d'injecter des crédits de relance dans le monde entier. La Banque Mondiale et les Banques régionales de développement, aussi.

Dans les prévisions les plus optimistes, l'Afrique pourrait parvenir à mobiliser jusqu'à 40 milliards de dollars, auprès des Institutions financières précitées et de ses partenaires bilatéraux. Mais la baisse des exportations africaines en quantité et en valeur, provoquera, à elle seule, une perte de revenu beaucoup plus grande. Afin d'atténuer

les conséquences sociales de la crise, il faudra que les Institutions Financières internationales, prennent leurs distances avec la doctrine qui a inspiré les plans d'ajustement structurel des trente dernières années : elles pourraient ainsi décider tout à fait d'encourager et d'aider les Etats africains à intervenir directement dans l'économie, à reconstituer des services publics, et à soutenir des systèmes publics de protection sociale.

C'est le moment pour la France de donner exemple dans ce sens, à travers sa coopération bilatérale, et d'agir pour insuffler à l'aide multilatérale, un supplément d'âme.

Madagascar

Depuis le changement de régime par la force en mars dernier, la crise politique perdue voire se radicalise et se double d'une crise humanitaire liée à la sécheresse, aux

La crise politique devient humanitaire

cyclones, aux tempêtes et à l'insécurité alimentaire. Les indicateurs sanitaires sont alarmants et il est urgent que les bailleurs de fonds apportent une aide humanitaire.

KATANGA

Des richesses minières convoitées

Le récent film «Katanga Business» du réalisateur belge Thierry Michel illustre assez bien la compétition économique entre les multinationales occidentales et asiatiques dans cette province de la République Démocratique du Congo. La RDC a fait de la relance de l'industrialisation de ce bassin minier, le pivot central de sa reconstruction et son retour sur la scène internationale après trois décennies de conflits.

Le secteur minier, acteur de l'histoire

L'activité minière du Katanga est indissociable de l'histoire tumultueuse de la

RDC en raison des immenses richesses de son sous-sol ; cette province de l'ex Shaba qui représente les 3/4 du territoire français avec seulement 8 millions d'habitants, est riche en cuivre, cobalt, zinc, uranium, manganèse, cadmium, coltan, or, des matières premières hautement stratégiques. C'est en effet l'uranium de Shinkolobwe qui permit la construction de la bombe d'Hiroshima et le cuivre a fortement alimenté par la suite la reconstruction européenne – industries, alliages, tuyauteries et électricité...

Pendant trente ans, le régime Mobutu a reposé sur la toute puissance de la GECAMINES (Générale des Carrières et des Mines), anciennement UMHK - l'Union Minière du Haut-Katanga avait joué un rôle déterminant par son soutien au leader sécessionniste de la province, Moïse

Tshombé, opposant politique au Premier Ministre d'alors, Patrice-Emery Lumumba.

Cette province cuprifère disposait, à cette époque déjà, d'une variété d'industries et d'un chemin de fer dont la santé dépendait entièrement de l'exploitation minière. Le cuivre du Katanga constituait la première ressource minière nationale. (suite page 2)

KATANGA

Superficie

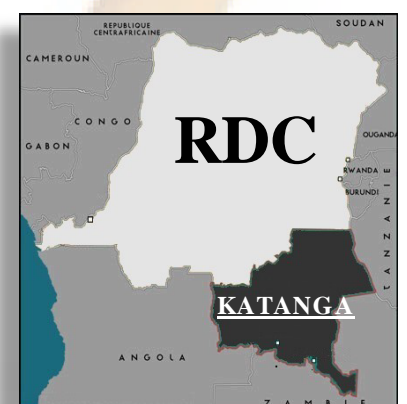
518000 km²

Capitale

Lubumbashi

Gouverneur

Moïse Katumbi



Katanga (suite)



Mine du Katanga

(suite)... Pendant longtemps, la GECAMINES, seule entreprise d'Etat chargée de l'exploitation et de la commercialisation des minerais de cuivre et de cobalt du Katanga, représentait 70% des recettes du budget de l'Etat et a permis la modernisation de la province et de grandes villes; Kipushi, Kolwezi, Likasi et Lubumbashi.

Aujourd'hui encore, le Katanga demeure le poumon économique de la RDC essentiellement pour ses industries minières et est

devenu le théâtre d'une compétition effrénée en raison de la mondialisation. Les grands industriels américains, asiatiques ou européens sont présents et la concurrence est rude.

Le retour d'Areva

Le marché du nucléaire a relancé la course aux précieux gisements uranifères du continent africain, un enjeu stratégique pour la France qui développe son parc nucléaire et va construire un second générateur EPR de troisième génération.

Ainsi, le groupe français Areva, numéro un mondial, vient de signer un accord d'exploration et d'exploitation de futurs gisements d'uranium congolais, lors de la visite du président Sarkozy en RDC en mars dernier.

La société civile katangaise, pour sa part, estime que le modèle de développement fondé uniquement sur les potentialités minières s'avère limité et aléatoire pour l'avenir

montre qu'il est temps de penser aux secteurs alternatifs comme l'industrie agricole, forestière et les technologies de l'information, pour garantir l'avenir des générations futures de la province du Katanga.

« ...un enjeu stratégique pour la France. »

de la province. Ce qui a justifié un récent symposium à Lubumbashi en avril dernier consacré à « l'après uranium », initié par le gouverneur de la province, Moïse Katumbi, auquel de nombreux experts internationaux zambiens, sud-africains et chiliens ont pris part. La conclusion des travaux

Grippe : le risque de pandémie

Alors que le monde entier est en alerte contre le virus de la grippe porcine qui se propage dangereusement, le continent a connu ses premiers cas en Afrique du sud.

Les pays à vocation touristique sont les premiers exposés. Le Maroc a installé des détecteurs de fièvre dans ses aéroports, l'Egypte a décidé d'abattre tout son cheptel de porcs, d'autres pays comme le Ghana, le Togo sont en alerte.

3 questions à

Jacques Godfrain



Ancien ministre délégué à la coopération, auteur de plusieurs rapports sur le Co-développement, Président de l'association française des Volontaires du Progrès

La lettre de l'Afrique:

Qu'est ce qui vous paraît compter le plus pour l'avenir des relations franco-africaines ?

J.Godfrain : Le rapprochement humain. L'histoire se construit à travers les peuples. Nous devons penser à la formation des cadres africains, et nous pouvons y contribuer sur place, ou en France avec des bourses et des conditions d'accueil toujours plus attractives, pour les étudiants et les professionnels.

Mais nous devons penser plus largement, à toutes les possibilités de formation mutuelle et d'échanges humains, qui apparaissent dans le cours même de l'activité économique, culturelle et sociale, en Afrique et en France. Français et Africains ont beaucoup à apprendre les uns des autres, dans une relation où l'Afrique est considérée pour ce qu'elle est : un grand continent, habité par des peuples de haute culture.

LLA : Est-ce dans cet esprit de rapprochement humain et d'échange égalitaire que vous présidez « l'Association Française des Volontaires du Progrès ? »

J.Godfrain : Si nos jeunes volontaires ont beaucoup à donner, ils ont beaucoup à recevoir. Avec leurs partenaires africains, ils cherchent ensemble chaque jour, les meilleurs moyens d'agir au plus près sur le terrain. L'A.F.V.P. est aujourd'hui disponible, pour participer de la manière la plus ouverte au développement du volontariat international, auquel le Ministre de la coopération porte un intérêt dont chacun se réjouit.

La lettre de l'Afrique: Dans ce contexte, quel sens donnez-vous au co-développement ?

J.Godfrain : Le co-développement vise à favoriser la création en Afrique de petites et moyennes entreprises, par des Africains en quête d'emploi sur place, ou par des Africains se trouvant en France et désireux

d'investir dans leur pays, pour eux et pour leur famille. Il a fait l'objet de deux malentendus qu'il faut lever. Il importe d'abord, de souligner que l'appui au co-développement ne se substitue pas à notre coopération générale pour le développement : il s'y ajoute.

Il faut de plus, bien voir que le co-développement, loin d'être un alibi pour le contrôle de l'immigration en provenance du monde entier, manifeste au contraire une attention particulière pour les Africains. Il vise à faciliter leur liberté de choix. Ils doivent en effet, pouvoir décider de travailler dans leur pays en y créant des richesses. Alors, partir durablement à l'étranger ne sera plus pour eux une fatalité et pourra au contraire manifester l'exercice raisonné d'une liberté. Naturellement, progresser dans ce sens prendra du temps.

Aide Publique au Développement

L'APD de la France 2008 a été de 0,39 % du revenu national brut (RNB) ; l'objectif 2015 reste de 0,7 %.

Point de vue

La lutte contre la faim : une actualité brûlante



Huit cent cinquante millions d'êtres humains souffrent de la faim. Et leur nombre continue d'augmenter. L'Inde et la Chine, malgré leur développement rapide, sont très touchées, avec respectivement 200 et 120 millions d'habitants sous-alimentés. L'Afrique en compte 220 millions. Viennent ensuite l'Asie du sud-est, l'Amérique latine, et le proche et moyen Orient.

Des théories dépassées

Au cours des cinquante dernières années, les théories dominantes sur le développement ont relativement perdu de vue le besoin vital pour chaque peuple d'assurer son autonomie en produits vivriers de base. La Banque mondiale, le F.M.I. et les grands pays donateurs, n'ont pas accordé à l'agriculture vivrière le soutien politique et financier qu'il aurait fallu. Ils ont au contraire imposé l'idée que le meilleur moyen de nourrir le monde au

meilleur prix, était de développer le commerce international des produits alimentaires, à partir notamment des grands pays agricoles, considérés comme les mieux placés pour bien produire et pour exporter à coût réduit.

Dans ce contexte, les pays dont la production vivrière était gravement déficiente, ont du chercher d'abord en eux-mêmes les moyens de la développer.

« C'est le moment pour la France de proposer des initiatives... »

Les grands pays émergents y sont parvenus en partie seulement. Les petits pays pauvres n'ont pas réussi à réduire le mal. Les moins bien placés sont ceux qui se trouvent dans les régions tropicales sèches et pré-désertiques du monde, comme c'est le cas en Afrique pour la Mauritanie, le Niger, le Tchad, le Soudan et l'Éthiopie. Parmi les groupes humains les plus souffrants figurent les réfugiés, frappés par les tragédies politiques et guerrières de notre temps.

Des initiatives à prendre

Dans la lutte contre la faim, le monde ne peut plus attendre davantage une révision générale des politiques publiques

internationales et nationales. Cette révision doit sans délai affirmer l'objectif prioritaire de l'autosuffisance nationale en produits vivriers de base. Elle doit souligner la nécessité d'un changement d'échelle dans l'ordre des moyens financiers affectés à la coopération internationale bilatérale ; à l'action multilatérale aussi, à travers notamment les deux organisations spécialisées des Nations Unies, l'*Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture* (O.A.A.) et le *Programme Alimentaire Mondial* (P.A.M.), ainsi que d'autres institutions.

C'est le moment pour la France, amie traditionnelle des pays du sud, de proposer des initiatives politiques mondiales et régionales, et de mettre sur la table de nouveaux et importants moyens, afin d'entraîner dans l'action la communauté internationale, à commencer par les membres de l'Union européenne. Très précieux dans cet esprit est le geste que Paris vient de faire, en co-fondant le « *Fonds d'Investissement pour l'Agriculture en Afrique* » (FIAA), destiné au soutien des cultures vivrières, avec la « *Banque Africaine de Développement* », le « *Fonds International pour le Développement de l'Agriculture* », et « *l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique* » fondée par Kofi Annan.

Océan indien

Sous le feu des projecteurs

Il ne se passe pas de jour sans que l'Océan Indien fasse, à des titres divers, la Une des medias.

Un jour, c'est Madagascar qui vient ou revient sur le devant de la scène, tant la situation y demeure mouvante et apparaît loin de s'apaiser. Le lendemain, c'est Mayotte qui choisit, à la quasi unanimité, de devenir un département français. Un autre jour, c'est l'Afrique du sud qui affirme dans l'élection législative, sa vitalité politique et la force de son nouveau chef. Comme en contrepoint, à intervalles réguliers, des pirates somaliens attaquent des bateaux marchands ou de plaisance, y prennent des otages, réclament des rançons, et récidivent malgré les ripostes radicales des marines de guerre

occidentales présentes dans cette région maritime.

Une nouvelle frontière

Les opinions publiques européennes et africaines prennent ainsi de plus en plus conscience que les rivages de l'Afrique de l'Est et l'Océan indien qui les baigne, constituent une nouvelle frontière de leur histoire. Elles ressentent que la concentration dans cette zone des bâtiments des plus grandes flottes militaires de l'OTAN, va au-delà des événements particuliers qui

jalonnent les jours et les colonnes des journaux, et au-delà du soutien aux forces occidentales engagées en Afghanistan. Et beaucoup en Europe et en Afrique, s'interrogent sur la portée de cette présence militaire croissante, sur les routes du canal de Suez, du golfe d'Oman et du golfe Persique, comme au large du Pakistan. Aujourd'hui, la communauté de destin entre l'Europe et l'Afrique se joue aussi à l'Est, dans des conditions d'engagement progressif des forces armées occidentales très

diversement expliquées, que ni les peuples européens et africains, ni les peuples d'Asie riverains de l'Océan indien, ne sont en mesure d'évaluer et encore moins de contrôler.

La communauté de destin entre l'Europe et l'Afrique se joue aussi à l'Est



Cartographie des risques en Afrique
Strategico, L'Harmattan 2009.

Que réserve 2009 à l'Afrique? Jeune et dynamique, l'Afrique détient d'immenses réserves de ressources naturelles qui sont autant d'atouts que des handicaps en raison des défis majeurs du continent auxquels s'ajoute la crise financière mondiale.

Mythes et combat des femmes africaines

Fofana Soueymane, L'Harmattan 2009

En s'inspirant des mythes et traditions de Côte d'Ivoire, voici une réflexion

originale sur la place des femmes dans la renaissance des cultures africaines. L'auteur dissèque les oeuvres des écrivains ivoiriens qui refusent de lire les anciens mythes avec les lunettes du passé.

Femmes dans les mouvements chrétiens africains: Récits de vie à Lubumbashi (RDC)

Ngandu Mutombo Marcel, L'Harmattan 2009

Là où les hommes ont baissé les bras, les femmes ont pris les choses en main à Lubumbashi. Elles se sont retrouvées

d'abord pour prier ensemble dans des associations chapeautées par des Eglises chrétiennes où elles parlent de la survie, des moyens de s'extraire du désastre social et familial.

Histoire des Fang, peuple gabonais, Xavier Cadet

L'Harmattan 2009

L'auteur décortique près d'un siècle d'archives d'Outre-Mer sur la réalité quotidienne de ce peuple pour dissoudre des mythes sur ses origines et envisager son histoire sous un angle neuf.

TELEGRAMMES

Afrique du Nord

- **Mauritanie** Elections présidentielles le 6 juin ; l'actuel chef de la junte au pouvoir, Mohamed Ould Abdelaziz, se déclare candidat alors que le RFD, premier parti du pays, a annoncé qu'il boycotterait le scrutin ;
- **Algérie** Réélu le 9 avril, le président Abdelaziz Bouteflika, a reconduit le Premier ministre Ahmed Ouyahia et son gouvernement.

Afrique subsaharienne

- **Côte-d'Ivoire** L'élection présidentielle se tiendra « soit en octobre, soit en novembre » a déclaré le président sortant Laurent Gbagbo. Cette élection a été sans cesse reportée depuis 2005 malgré la pression internationale ;
- **Congo** L'opposition boycotte toujours le dialogue républicain portant sur l'organisation de la présidentielle congolaise de juillet (la date précise n'étant pas encore fixée) Alors qu'une dizaine de candidats à la présidentielle sont connus, le président Sassou Nguesso ne s'est pas encore déclaré ;
- **Gabon** Le groupe français Areva prospecte dans la région de Mounana (province du Haut-Ogooué) pour relancer l'exploitation de gisements d'uranium, alors que par ailleurs, le groupe vient de signer de très importants contrats en RDC et au Niger ;
- **Madagascar** Alors que les violence continuent sur la Grande Ile, le premier ministre désigné du président Marc Ravalomanana a été arrêté pour « atteinte à la sécurité de l'état ». Le régime de transition annonce des élections avant fin 2009 ;
- **Soudan** Les deux humanitaires, française et canadienne, enlevées au Darfour, ont été libérées ;
- **Guinée** Les militaires ont juré fidélité au chef de l'état Moussa Dadis Camara alors que les élections présidentielles sont officiellement prévues pour le 13 décembre 2009 ;
- **Cameroun et Nigeria** Le premier ministre français, François Fillon, se rendra dans ces deux pays du 21 au 23 mai.

Agenda

- 10-11 mai : Premier forum des hommes d'affaires maghrébins au Sheraton d'Alger ;
- 10-14 mai : L'Afrique face à la crise financière : programme d'action. Assemblée annuelle du groupe de la Banque africaine de développement à Dakar ;
- 14-17 mai : Foire internationale de Madagascar à Antananarivo ;
- 18-22 mai : Forum de promotion des matières premières pour l'industrialisation de la Côte d'Ivoire à Shangai ;
- 27 mai : Célébration de la journée de l'Afrique avec le premier forum africain pour le dialogue international sur le développement à Genève ;
- 29-31 mai : Première édition des Rencontres EURO MED « Conjugons nos valeurs » à Tournon (France) ;
- 30 mai -4 juin : 42^{ème} Foire internationale d'Alger.

CF

Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.